

POUVONS-NOUS CONSTRUIRE UN MONDE VIVABLE?

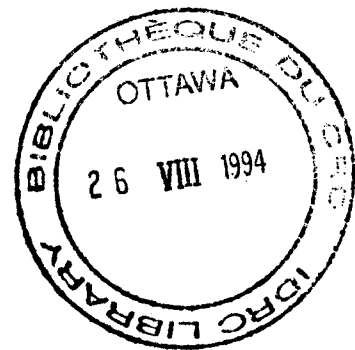
Par

Keith A. Bezanson
Président

Centre de recherches pour le développement international

Discours adressé au
Collège de la Défense nationale
Kingston (Ontario)

le 15 février 1994



ARCHIV
BEZANSON
no. 16 F

POUVONS-NOUS CONSTRUIRE UN MONDE VIVABLE?

Keith A. Bezanson
Centre de recherches pour le développement international

Jean-Paul Sartre déclara un jour que, selon toute vraisemblance, il nous sera impossible de léguer à nos enfants un monde meilleur mais que nous devrions toujours vivre comme si nous le pouvions. Ce mot inspire la réflexion, même s'il est loin d'être gai. La science, l'empirisme, l'objectivité - piliers de notre civilisation occidentale sécularisée - nous placent devant une réalité à laquelle nous serions, selon le philosophe, avisés d'opposer un refus. En 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement remettait son rapport intitulé « *Notre avenir à tous* », mieux connu sous le nom de Rapport Brundtland. On peut, je crois, tracer un parallèle entre l'affirmation de Sartre et les conclusions du rapport, à savoir que notre empirisme et notre objectivité nous mènent à l'impasse. « *Notre avenir à tous* » peint un tableau saisissant et même terrifiant de l'état de notre éco-espace qui laisse présager Armageddon, la grande mêlée entre les forces du bien et du mal. Le bien peut toujours triompher, nous est-il dit, à la condition que l'humanité soit capable d'amorcer un virage radical et le fasse avec une rapidité sans précédent.

Nous devons penser la notion de « durabilité » à l'échelle planétaire; mais nous devons le faire à un moment où l'idée même de « développement » vacille. Pourquoi en est-il ainsi? N'a-t-elle pas inspiré et orienté pendant près de cinq décennies une vision du monde propre à susciter l'enthousiasme universel?

La notion de développement forgée dans les années d'après-guerre marquait une nouvelle orientation, révolutionnaire à plusieurs égards. Jusqu'alors, la distance entre les sociétés du Sud et le Nord industriel paraissait irréductible. Tandis que dans le modèle issu de la nouvelle configuration mondiale, (laissez-moi prononcer le mot honni) le paradigme plaçait toutes les sociétés sur un même continuum en les mesurant à l'aune des critères de progrès prônés par le Nord. Les sociétés du Tiers Monde étant pauvres, il n'était que logique de faire appel à une action internationale pour modifier cet état de choses. L'idée était, bien sûr, plus complexe et comportait :

- une composante économique selon laquelle, par une combinaison de moyens financiers et technologiques et de saines mesures, toutes les nations et les peuples pourraient instaurer des conditions de vie plus ou moins équitables;
- une composante politique et éthique selon laquelle la justice sociale à l'échelle mondiale était à la fois souhaitable et faisable, par la voie de la coopération

internationale;

- une composante technique et géophysique fondée sur la présomption que les ressources de la planète étaient inépuisables et que la science et la technologie les rendrait accessibles à tous.

Tout au long des quarante dernières années, cette idée du développement a accrédité l'opinion voulant que même les pays les plus démunis pouvaient aspirer à la croissance. Et fait entrer dans l'usage les termes les qualifiant de « pays jeunes » et « émergents ».

Qu'une telle idée soit de nos jours contestée ne veut pas forcément dire que les actions menées en faveur du développement ont échoué sans appel. Il est vrai que les exemples de tentatives malencontreuses et naïves ne manquent pas et nous avons connu des interventions qui, marquées à l'enseigne d'une sacro-sainte modernité, se sont lamentablement enlisées. Vrai également qu'on a défini, non sans raison, les années 1980 de « décennie perdue » pour le développement international. Enfin, il est très inquiétant de constater l'effritement, dans les deux premières années de notre décennie, du revenu par habitant des pays en développement dans leur ensemble (population pondérée). De telles réductions moyennes d'une année sur l'autre, n'avaient jamais été enregistrées au fil du quart de siècle pendant lequel la Banque mondiale a recueilli ces données.

Il convient, en revanche, de rappeler les gains spectaculaires inscrits par les pays en développement entre 1960 et 1980, années dans lesquelles ils ont connu une croissance du PIB supérieure à celle des pays industrialisés. Les progrès réalisés au chapitre de l'alphabétisation, de la nutrition, de l'espérance de vie, de la mortalité infantile et de la production agricole ont marqué cette époque. L'histoire témoigne de la rapidité avec laquelle le développement, mesuré selon le rendement par habitant, peut survenir. À partir de 1780, il faudra cinquante-huit ans pour que ce rendement double au Royaume-Uni. Les États-Unis accompliront cette performance en quarante-sept ans, à partir de 1839 et le Japon en trente-quatre, à partir de 1880. Après la Seconde guerre, le Brésil double l'indice en dix-huit ans. L'Indonésie en dix-sept, la Corée en onze et la Chine en dix.

Il semble donc clair que si la vision du développement international est en perte de vitesse, ce n'est pas parce qu'elle ne serait jamais matérialisée, mais pour d'autres raisons. Et ces raisons sont à mettre en rapport avec un contexte entièrement nouveau agité par les lames de fond du changement et de la discontinuité qu'Alvin Toffler définit de « troisième vague » et qui provoquent des bouleversements qui n'ont de comparable dans l'histoire que les révolutions agraire et industrielle.

Que peut-on, alors, dire du nouveaux contexte et quel message nous livre-t-il à propos du « développement »? Je me limiterai à évoquer six aspects qui, me semble-t-il, caractérisent le contexte actuel non seulement à l'égard du « développement » - quel que soit le sens que ce terme recouvre pour nous - mais également de l'aspiration de l'humanité à un monde nouveau : une donne politique profondément transformée, la mondialisation de l'économie, le contenu et les tendances du commerce international, l'innovation scientifique et technologique, le bouleversement des échelles de valeurs sur le plan social et culturel et la solidarité environnementale. J'ai parlé de ces éléments à d'autres occasions et je présume qu'ils ont déjà, à un degré ou à un autre, été traités dans le cadre de votre programme d'études. Je m'arrêterai donc brièvement sur le dernier thème cité, celui de la solidarité environnementale. Nous pourrions, évidemment, revenir à loisir sur l'un ou l'autre de ces volets de la mutation mondiale en cours.

Solidarité environnementale.

Une des pierres angulaires de la pensée occidentale depuis le XIX^e siècle a été une foi tenace dans le progrès, notamment par le biais des avancées de la science et de la technologie. Ce progrès a procuré aux pays industriels, et aux États-Unis tout particulièrement, un niveau matériel de vie élevé. Les architectes de l'ordre d'après-guerre ont cru qu'il serait illimité. Or, c'est justement ce mythe du progrès et de son caractère inéluctable qui est en voie de pâlir chaque jour davantage. Par exemple, la croyance cultivée par l'Occident d'une génération future réalisant un niveau de vie supérieur au nôtre se révèle parfaitement illusoire.

L'état de la planète met en cause l'ethos occidental d'un progrès matériel inéluctable. Il ne fait aucun doute que l'économie mondiale a déjà atteint et dépassé les limites physiques du soutenable. Nous entamons les nappes phréatiques et exposons le sol à l'érosion. La forêt est coupée et le poisson récolté plus vite qu'ils ne peuvent se régénérer. Nous brûlons les combustibles fossiles non renouvelables sans nous soucier de développer de nouvelles sources d'énergie et notre écosystème est surchargé au point de nous faire craindre les effets du rayonnement solaire à cause de l'amincissement de la couche d'ozone.

Face à ces réalités, une composante essentielle de l'ethos occidental - la croyance en un lien de nécessité entre le progrès des sciences et des techniques, d'une part, et le bien-être de la planète et de ses habitants, de l'autre - se délite. La vision du développement international de l'après-guerre s'inscrivait justement dans le prolongement de l'ethos occidental et de la foi plus générale en un progrès engendré par la science et la technologie. Conjointement avec d'autres aspects de la mutation en cours, la prise de conscience de l'ampleur planétaire des problèmes a ébranlé la foi dans cette vision.

De « Halte à la croissance » au Rapport Bruntland. L'affirmation que toute expansion additionnelle de l'économie mondiale sera strictement conditionnée par les facteurs biophysiques n'est pas nouvelle. Paul Erlich en a déjà fait état en 1968. Et dans son important travail de 1972 intitulé « *Halte à la croissance* », le Club de Rome fit retentir aux quatre coins du monde le message qu'une population augmentant sans cesse consommait les ressources non renouvelables à une vitesse alarmante et que des pénuries étaient à craindre. Les travaux de Jay Forrester et de Dennis et Donella Meadows ont contribué grandement à cette prise de conscience. Leurs modèles informatisés de l'économie mondiale ont ajouté un poids empirique à l'affirmation des limites imposées à la croissance de la production et consommation de biens matériels.

Un premier résultat de ces appels à la modération, durant les vingt dernières années, a été la création dans beaucoup de pays d'organismes spécialisés dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Mais en créant ces organismes, les gouvernements ne les ont dotés que de faibles pouvoirs, sans qu'ils aient la faculté d'exercer une véritable influence sur les puissants organismes à vocation économique, commerciale et énergétique. Les organismes environnementaux, ainsi que les ministères, n'ont et continuent de n'avoir pratiquement aucun pouvoir sur les décisions économiques qui touchent à l'environnement. Jim MacNeill, secrétaire général de la Commission Bruntland, nous rappelle que c'est le budget du ministre des Finances, plus que tout autre énoncé de politique gouvernementale, qui détermine si le développement évoluera dans une direction durable ou non.

L'impératif de la pérennité nous oblige à nous interroger sur les choix sociétaux fondamentaux. Si les peuples et leurs gouvernements sont appelés à donner impulsion au développement durable, ils doivent faire en sorte que leurs ministères des finances et les organismes publics à vocation commerciale, énergétique et sectorielle, directement responsables et comptables de l'élaboration des politiques et des budgets favorables à un tel développement. Les organismes de protection de l'environnement se consacreront essentiellement à l'action de nettoyage, de remise en état, de reboisement et de réhabilitation, après les faits.

Pérennité, développement durable et société viable. Permettez-moi de donner trois définitions de la pérennité. Je citerai en premier lieu celle qui nous est léguée par un Amérindien anonyme :

« Le respect de la Terre, de ses ressources, des hommes et des espèces qui la peuplent pour qu'elle demeure stable, pérenne et durable pour les générations à venir. »

Pour Meadows, une société viable est telle :

« Qu'elle se maintiendra par-delà les générations; c'est une société prévoyante; suffisamment avisée pour ne pas mettre en péril ses fondements physiques ou sociaux », et « elle met en place des mécanismes informationnelles, sociaux et institutionnels propres à maîtriser les boucles ascensionnelles qui causent à la fois une explosion démographique et une croissance des biens de production exponentielles. »

La Commission Brundtland définit ainsi le développement durable :

« Un développement qui répond aux besoins du temps présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. »

Je ne cite que ces trois définitions car vous saisissez tout à la fois ce qu'elles ont en commun et ce qui les distingue par l'accent mis sur une perception qui embrasse la valeur intrinsèque des écosystèmes terrestres et des espèces vivantes, dans le regard d'un Amérindien; le caractère central de l'être humain et de ses besoins, dans le Rapport Brundtland. Bien que mes remarques fassent plus directement référence à ce dernier car il a influencé plus directement le débat international, je vous invite à garder à l'esprit et à approfondir par vous-mêmes les différentes perspectives qu'ouvre le débat sur l'avenir de la planète. Dans certains cas, par exemple, vous entendrez dire que le développement durable n'est qu'un oxymoron, c'est-à-dire une figure de rhétorique.

Points d'accord et malentendus : le Rapport Brundtland et la notion de « pérennité ».

Depuis sa parution, il y a près de six ans, le Rapport Brundtland a prêté à débat et a donné lieu à des interprétations discordantes. Les malentendus les plus sérieux ont porté non pas tant sur le constat de l'« état du monde » (là-dessus, scientifiques et politiques s'entendent) que sur les propositions mises de l'avant en matière de croissance économique et de répartition équitable des ressources de la Terre.

Il est vrai que le rapport souligne qu'on ne peut envisager de léguer aux générations futures un monde meilleur ou tout simplement viable qu'à la condition de répondre aux besoins essentiels de tous les habitants de la planète. Ainsi s'exprime Sir Sridath Ramphal, en résumant le lien étroit entre pauvreté et dégradation du milieu :

« Il arrive que les pauvres détruisent l'environnement non par ignorance mais par nécessité. Ils surexploitent des sols trop minces, soumettent des prairies fragiles

au pâturage excessif, abattent la forêt pour se procurer le bois de chauffe. Chacune de ces décisions est rationnelle en ce qu'elle obéit à des besoins qui doivent être satisfaits à court terme; à plus long terme et dans un contexte plus large, l'impact est désastreux... La pauvreté est la fois cause et effet de la dégradation de l'environnement. »

C'est dans le contexte d'une pauvreté qui s'étend à un rythme alarmant que le Rapport Bruntland fait référence à une intensification de la production « qui pourrait être multipliée par 5 ou 10 d'ici à 50 ans ». Mais le rapport **ne recommande pas**, comme certains ont prétendu par la suite, un tel accroissement de la production industrielle. Et le rapport n'a jamais prétendu, comme d'autres lui ont fait dire, que la politique officielle et internationale n'a d'autre alternative que de tendre à ces sommets de production au travers de technologies nouvelles et inoffensives. C'est précisément sur ces points que portent les malentendus constatés à propos du Rapport Bruntland.

Quant à moi, les projections dont fait état le Rapport Bruntland sont dépourvues d'ambiguïté :

- il est escompté que la population mondiale doublera dans les cinquante prochaines années;
- advenant une telle explosion démographique, une multiplication de l'activité économique par 5 ou 10 s'imposerait pour permettre à 10 milliards d'humains de satisfaire leurs besoins essentiels et aspirations minimales;
- une multiplication par 5 ou 10 de la production n'étant PAS jugée viable selon les pratiques actuelles de l'économie, une transition rapide vers des modes de développement plus rationnels est préconisée.

Le rapport ne posait pas la question de savoir comment l'humanité pourrait répondre aux besoins de 10 milliards d'habitants mais visait à déterminer si les besoins de 10 milliards de personnes pourront être satisfaits. L'enjeu n'est donc pas de multiplier les moyens de la production industrielle par un facteur de 5 ou 10 dans les quelques décennies à venir. Il consiste plutôt à accélérer la transition globale vers des modes de développement plus rationnels, de telle sorte que ces besoins puissent être comblés sans provoquer l'effondrement du système. Le malentendu a faussé - et risque de fausser encore davantage - la nature du débat public. La réflexion a eu tendance à se polariser autour du dilemme : technologie et croissance contre arrêt de croissance.

Nous devrions tirer du Rapport Bruntland un premier enseignement, qui consiste à penser qu'au-delà de la question du développement durable, c'est à la condition humaine que nous nous adressons. En répondant à la demande du gouvernement canadien qui lui conférait vocation à jouer un rôle clé auprès des chercheurs et des décideurs des pays en développement pour donner suivi au Sommet Planète Terre de Rio et à son plan d'Action 21, l'organisme que je préside - le

CRDI - a mis en évidence qu'il s'agit bien de rechercher les voies et moyens d'un développement durable et équitable, c'est-à-dire d'un développement humain intégral. La composante d'équité a une double dimension : une dimension intra-génération affirmant que notre génération a l'obligation d'être juste envers celles qui viendront et une dimension présente posant que cette génération doit être juste envers elle-même, le développement d'une personne, d'une collectivité ou d'une nation ne pouvant pas se faire au détriment d'autrui.

Le développement durable est-il à la portée de l'effort technologique? Une composante importante du travail que la communauté internationale n'a pas encore mené à bien ne consiste pas tant à reconnaître le besoin d'appliquer des méthodes plus viables de gestion des affaires humaines qu'à savoir comment achever l'action entreprise.

C'est là que les écoles de pensée s'opposent. Pour simplifier à l'excès, disons qu'une école soutient que le développement durable n'exige pas tellement un changement du mode de vie mais plutôt l'application adroite des technologies dont l'homme dispose. À l'autre extrémité, il y a ceux qui croient que le développement durable est impossible sans un changement radical des comportements humains.

La confrontation plonge aux racines mêmes de la civilisation occidentale. Pendant près de deux siècles, notre civilisation a vécu dans la certitude des progrès réalisés grâce aux avancées des sciences et des techniques. Il n'est donc pas étonnant que la croyance populaire tienne pour certain que les découvertes scientifiques continueront d'assurer les moyens d'une croissance durable indépendamment de l'ampleur des problèmes rencontrés.

Jusqu'à un certain point, cette foi est fondée. Des données indiquent déjà que la protection de l'environnement n'est pas toujours en contradiction avec l'incitation à la croissance économique et au développement et que l'application de techniques propres peut même déboucher sur une efficacité économique accrue. L'avènement de « technologies vertes » est une réalité indiscutable. Plus que d'ordre évolutif, les transformations technologiques récentes sont de nature à bouleverser l'état actuel du monde, tel le remplacement des systèmes de production hérités de la Révolution industrielle (technologie salissante) par d'autres procédés fondés sur la connaissance, moins énergivores et gourmands de matières premières.

Un certain optimisme eu égard à l'apport potentiel des technologies est de mise. Mais - et la réserve est de taille - dans quelle mesure peut-on attendre un accroissement de production écologiquement viable et suffisant à satisfaire les besoins essentiels d'une population mondiale qui atteindra les 6 milliards en 1998 ou 10 milliards vers l'an 2020? Au vu d'une étude récente menée par Vitousek et ses collaborateurs, il a été calculé que la machine économique humaine

consomme - directement ou indirectement - près de quarante pour cent de la production primaire nette de la photosynthèse du globe, pourcentage qui tend à augmenter par effet cumulé de la croissance démographique, de la désertification, de l'emprise des villes sur les terres agricoles, des revêtements bitumineux, de l'érosion des sols et de la pollution. En admettant qu'il ne produise pas de changement notable, le doublement de la population mondiale dans l'espace de 35 ans portera ces chiffres au-delà du tolérable, à hauteur de quatre-vingt pour cent. Ces projections suggèrent, au minimum, que la course contre la montre est engagée et réclament bien plus qu'un énoncé de principes.

L'horizon peut paraître dense de promesses et de prouesses technologiques et nul ne doute que des améliorations réelles puissent être apportées au fonctionnement de l'économie. Mais si dans la perspective du développement durable celles-ci constituent une « condition nécessaire », elles sont loin de représenter la « condition suffisante ».

Contribution limitée de l'économie à la compréhension de la notion de pérennité.

L'économie illustre bien la difficulté de s'adapter aux exigences que pose la notion de pérennité du développement. Les économistes portent un intérêt soutenu à cette approche d'écologisation graduelle. Il apparaît de plus en plus évident que la plupart des décisions économiques, ainsi que dans le secteur productif et la sphère domestique, obéissent à des critères immédiats. Partout dans le monde, les processus politiques sont conditionnés par des promesses d'aide, subventions, allègements fiscaux, mesures de protection commerciale, exigences tarifaires et autres interventions sur le marché. Ces interventions sont, pour la plupart, insensibles à la dimension écologique et finissent par encourager des formes non soutenables de développement, d'échanges et de consommation. Les économistes nous disent qu'il nous faut être prêts à payer « le juste prix », par l'introduction de taxes et subventions visant à rectifier les prix du marché en conformité avec les coûts sociaux à long terme.

Bien qu'important en soi, cette réponse est insuffisante dès lors que les menaces sont tellement lourdes de conséquences qu'il n'est plus permis de continuer sur la voie tracée, peu importe le prix (par ex., l'emploi des CFC). Le fait qu'au cours de l'histoire, les sociétés n'aient pas réussi à préserver l'équilibre entre consommation immédiate et conservation à long terme des ressources naturelles (Ponting, 1990) est plus troublant. L'histoire nous enseigne que la variation des prix du marché en fonction de la rareté des biens a eu tendance à suivre et non pas à prévenir la destruction écologique, sans considération pour la pérennité.

Cela ne vise pas à minimiser l'importance des mesures destinées à prendre en compte les facteurs écologiques dans nos modèles économiques et à les intégrer, bien sûr, dans le processus global de prise de décision économique. Dans un cadre respectueux des droits de propriété, par des

mesures fiscales dirigées à internaliser la déséconomie externe et sans aucune des interventions étatiques aux effets pervers, les marchés peuvent assurer un rôle plus important et positif de celui qu'il leur a été permis de jouer jusqu'à présent. Mais, à elles seules, ces actions ne suffisent pas à résoudre la question cruciale qui consiste à comprendre dans quelle mesure la croissance peut devenir compatible avec les exigences de l'équité et de la pérennité intra-générationnelles.

À une époque récente, Goodland, Daly et El Serafi se sont penchés directement sur cette question. Sans reprendre à leur compte les anciens arguments prônant la « croissance zéro », ils affirment néanmoins :

« Il semble improbable que le monde puisse tolérer le redoublement de l'économie, sans mentionner la "multiplication par 5 ou 10" dont parle le Rapport Brutland. Nous croyons que la croissance de la consommation n'est pas compatible avec l'objectif de la pérennité, les deux s'excluant mutuellement. »

L'influence des pays en développement. Les questions que pose le développement durable sont véritablement planétaires. Elles ne peuvent être abordées par le Canada qui agirait seul ou même en collaboration avec d'autres pays avancés. Pour souligner cette réalité, qu'il suffise de se rappeler que vers 2010 (c'est-à-dire à seize ans de distance à peine), plus de quatre-vingt-dix pour cent de la population du globe vivra dans des pays que nous sommes convenus d'appeler en voie de développement. D'ici à l'an 2015, plus de quatre-vingt-quinze pour cent de la population active se concentreront dans ces pays qui seront, par là-même au coeur du problème de l'environnement. Prenons, par exemple, les changements climatiques. À ce jour, la plus grande partie des émissions de bioxyde de carbone viennent des usines et des établissements industriels des pays riches. Les scientifiques concordent à dire que dans les cinquante ans à venir ces émissions entraîneront à l'échelle planétaire des changements climatiques plus importants que tout au long des 10 000 dernières années. Soucieux de l'ampleur de ces changements, le Canada s'est engagé à stabiliser, d'ici à l'an 2000, nos émissions au niveau de 1990. Le livre rouge du Parti libéral pousse plus loin cet engagement, en promettant une réduction de vingt pour cent d'ici à 2005.

Mais avec des augmentations à deux chiffres en Chine, par exemple, la demande énergétique monte en flèche. La Chine projette de construire, dans les décennies à venir, jusqu'à 300 nouvelles usines alimentées au charbon. Les augmentations de CO₂ résultant de ces implantations annuleraient toute économie que les pays de l'OCDE pourraient réaliser dans le cadre établi à Rio. Le gouvernement chinois est pleinement conscient du problème et sait que le pays pâtira aussi du réchauffement climatique. Mais il fait valoir qu'en exploitant ses ressources naturelles à l'avantage de sa population, il ne se comporterait pas différemment de tout un chacun. D'autres pays en développement sont dans la même situation.

Il s'ensuit d'évidence que les pays en développement auront besoin d'avoir accès aux ressources financières et technologiques requises pour leur permettre de résoudre leur partie du casse-tête; et il en découle également que leur échec aura des répercussions profondes et désastreuses pour nous tous.

Un autre aspect revêt une grande importance. Les technologies propres représentent un des domaines dont la croissance est la plus élevée sur le plan du commerce international. On estime que les échanges à ce poste atteignent près de 200 milliards de dollars par an et vont croissant. Beaucoup de pays en développement, notamment en Asie, peuvent payer les technologies dont ils ont besoin. Une étude récente menée par Ontario Hydro a mis en évidence qu'en 1985, la part des pays en développement dans la consommation énergétique mondiale s'établissait à environ vingt pour cent. À l'horizon 2000, elle aura grimpé à soixante pour cent. Dans les six prochaines années, on estime que l'Asie aura besoin de 250 000 MW d'électricité supplémentaires, au coût de près de 300 milliards de dollars. Afin de se représenter ce que ce chiffre représente, disons qu'Ontario-Hydro, qui est aujourd'hui la plus grande société d'énergie électrique au monde, produit au total 31 000 MW d'électricité et que la production de la Baie James totalise 5 500 MW.

Redonner un sens à l'action. J'ai suggéré que les changements survenus dans six directions contextuelles ont ébranlé notre foi dans le développement international. Et il apparaît clairement que notre vision ne peut se satisfaire d'une simple correction. Les choses ne reviendront pas « à la normale » par un simple ajustement de seuils. Une nouvelle conception, un nouveau modèle et, pourquoi pas, un nouveau paradigme, sont nécessaires. Il faudra une bonne dose d'imagination et d'humilité pour aborder les réalités humaines sur des bases entièrement différentes, où les personnes sont envisagées dans une optique de partage et non de pure utilité et leurs aspirations et convictions comme des ouvertures et non comme des contraintes. La mutation en cours forme une vague de fond, une « troisième vague ». Nous ne sommes pas en voie de traverser une simple crise. Il s'agit bien d'une « mégacrise » dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur réelle. Notre réflexion nous porte à considérer seulement des aspects partiels de la mégacrise et à porter sur eux un regard positif. Nos institutions et nos dirigeants n'interviennent pas autrement. Notre langage même traduit cette réalité. Nous parlons d'une récession passagère mais obstinée. La dette du Tiers-Monde est traitée comme un problème de liquidités à court terme; les périls écologiques du vaisseau Terre seront sûrement surmontés par une découverte technologique de la dernière heure; nous menons une guerre larvée à l'inflation et la solution pointe déjà à l'horizon. Mais pirouettes verbales et prises de position officielles mises à part, nous savons bien au plus profond de nous - sentiment envahissant et amorphe - qu'il s'agit d'une **mégacrise**. Le « Nouvel ordre mondial », ce lieu commun entré si soudainement dans notre langage courant - est vite remplacé dans notre esprit par son cynique contraire : le nouveau désordre mondial. Il n'est donc pas

étonnant que nos concepts de développement économique et d'élimination de la pauvreté et de la misère, qui datent des années cinquante, se soient dépréciés aux yeux de l'opinion internationale.

Il peut être instructif de s'arrêter un instant et de se remémorer une fin de siècle dans laquelle le monde a été secoué jusque dans ses fondations par une mutation sans précédent. Thomas Paine (1737-1809), illustre en Angleterre, France et Amérique pour son apologie *Les Droits de l'homme*, jette un regard sur le monde de cette fin du XVIII^e siècle. Il voit une Europe en proie au plus profond désarroi, secouée par la Révolution française. Il assiste à la montée de la Terreur, à l'avènement de la Révolution américaine. L'Europe, à la veille des guerres napoléoniennes, est dans une impasse; les démagogues tiennent la place publique; le gouvernement chancèle; la Révolution industrielle laisse sur le pavé des milliers de sans-logis, arrachés de leur terroir social, économique et culturel, n'appartenant plus au monde rural et sans avenir dans une ville hostile; la violence et la criminalité grimpent; le déclin est amorcé pour l'Église.

Thomas Paine observe ce paysage effrayant avec un certain recul et il écrit :

« Il est en notre pouvoir de tout recommencer. Une situation comme celle d'aujourd'hui ne s'est pas produite depuis Noé. »

Les mots de Paine seraient pure hyperbole s'ils n'étaient pas profondément vrais. Au XIX^e siècle, la société, le gouvernement et le rapport de l'individu à la collectivité ont subi des transformations profondes, tout comme ont été bouleversées l'échelle des valeurs, les attitudes et les convictions sous-jacentes.

À notre époque, nous sommes de nouveau en passe de traverser une des phases cruciales de l'histoire. Le monde est en voie d'être refait - pour le meilleur ou le pire - que les Canadiens y prennent une part active ou qu'ils se confinent dans un rôle de spectateurs passifs. Comment pourrions-nous, alors, imaginer ou découvrir une nouvelle vision du développement et d'un monde meilleur, plus juste et soutenable?

S'il était aisé de répondre à ces interrogations, nous aurions - bien sûr - déjà découvert le remède. La mégacrise serait surmontée, nous et nos compagnons pèlerins sur Terre, approcherions du troisième millénaire nantis de quelques certitudes et sachant où aller. Comme le dit un adage chinois : « Si nous ne changeons pas de direction, nous arriverons exactement là où nous nous dirigeons ». À peu d'exceptions près, les sondages d'opinion confortent de toutes parts le sentiment de malaise devant l'état du monde et inspirent la crainte de l'avenir. D'aucuns voudront y voir une exagération mais tous admettront, je crois, que la voie sur laquelle s'engage l'humanité n'est pas tracée d'avance.

Un diagnostic est généralement plus facile à formuler qu'un pronostic. Certes, aujourd'hui les dangers sont plus démesurés qu'au jour où Paine vit dans les problèmes de son époque l'occasion de redéfinir le monde. Le monde qui nous est légué nous laisse moins de temps que Paine n'en avait devant soi. Mais tout comme l'idéogramme chinois représente la notion de « crise » par un double symbole - l'un indiquant le danger et l'autre la chance - il est essentiel que nous regardions par-delà les dangers et que nous saisissons la chance. Je n'ai pas de carte routière à vous montrer, mais permettez-moi de proposer quelques repères susceptibles de nous indiquer certaines de ces occasions. Ce ne sont, bien sûr, que des pistes de réflexion qu'il conviendra d'approfondir. Or, il me semble que la possibilité de surmonter la mégacrise nous soit offerte par l'émergence rapide de trois ouvertures, qui devront être saisies et pratiquées.

La première ouverture que j'entrevois est la **tendance à une plus grande reconnaissance et acceptation de l'interdépendance universelle**. Dire cela peut apparaître, au premier abord, naïf. Comment ne pas ignorer la mondialisation toujours croissante de l'économie et les règles de compétition sans merci qui la régissent? Mais, parallèlement, on constate aussi que les affrontements idéologiques du passé cèdent la place à la recherche de partenariats plus pragmatiques, réconciliant efficacité commerciale et compassion sociale. L'humanité est appelée à prendre conscience de la menace qui pèse sur l'environnement et de l'impératif posé par la survie collective sur une planète fragile dont nous sommes tous solidaires.

Cette façon de penser n'est pas entièrement nouvelle. Déjà, au début du XVII^e siècle, John Donne écrivait : « Nul n'est une île se suffisant à elle-même; tout homme appartient à un continent et fait partie du grand... ». Je ne crois pas, cependant, que même Donne aurait pu anticiper l'interdépendance mondiale dont nous parlons. Certains éléments de cette vision étaient assurément derrière la charte fondant les Nations Unies, même si parmi les 184 pays qui composent l'organisation, seulement 26 en étaient les signataires à l'origine. L'idée d'interdépendance mondiale a mis beaucoup trop de temps à se mettre en branle mais il semble qu'elle prenne finalement racine.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou Sommet de Rio, en a été la preuve manifeste. Sur les 182 pays convenus pour parler de l'avenir du monde, 105 étaient représentés par leurs chefs de gouvernement respectifs. Parmi les nouveaux interlocuteurs du grand déballage international, on notait la présence des organisations non gouvernementales du monde entier, des associations féminines, des groupements de jeunes et des mouvements issus des nations autochtones. Leurs motivations étaient sans doute différentes, certains étant convaincus que « le problème réside dans les pays en développement dont la croissance démographique est explosive », d'autres, que « les pays industriels et leur consommation incontrôlée portent le fardeau de la responsabilité ». Mais il est également vrai que tous étaient là et qu'ils ont contribué par leur présence à poser, pour modestes qu'ils fussent, les jalons d'une

action mondiale. des conventions sur les émissions de gaz carboniques et sur la biodiversité ont été signées. Des énoncés de principes régissant l'activité forestière ont été promulgués. « Action 21 » a été publié et revendiqué comme plan mondial d'intervention, bien qu'on se soit évertué à l'édulcorer pour que le document reflète enfin le consensus intergouvernemental. Mais quelles que soient ses lacunes, « Action 21 » demeure un plan mondial qui fait sienne la notion d'interdépendance.

Je décèle un autre élément de la reconnaissance de cette réalité dans les débats entourant la « sécurité », qui s'instaurent entre les pays et au sein des collectivités. Ces débats portent sur la sécurité, non pas au sens que lui donnait la Guerre froide d'une protection en cas d'attaque nucléaire; ils comportent une vision beaucoup plus complexe et nuancée de la manière dont les modes de vie - tant sur le plan individuel que national - dépendent de facteurs fort éloignés de la possibilité d'un contrôle direct, mais sur lesquels il est souhaitable d'exercer une certaine influence. Dans l'hémisphère Nord, la sécurité est de plus en plus conçue en fonction de la destinée de la forêt tropicale d'Amazonie ou des régions d'Afrique menacées de désertification. Nous ne comprenons certes pas toutes les implications, mais la prise de conscience et la volonté de trouver une solution vont croissant.

Le débat sur la sécurité n'exprime pas seulement les préoccupations d'ordre écologique. Il s'étend désormais aux questions de l'éducation et de la santé publique pour tous, de la sécurité alimentaire, de la sécurité d'emploi et de la sécurité culturelle. Cela est naturel car nous commençons déjà à entrevoir que les conflits de l'avenir seront d'ordre plus local qu'international. Si nous réussissons à redéfinir la sécurité de cette façon, nous serons placés pour la première fois dans l'histoire devant la possibilité de réduire les dépenses militaires. Dans les cinq dernières années les dépenses militaires ont été, mondialement, réduites de près de 250 milliards de dollars. Un tel revirement ne s'était jamais produit auparavant, du moins au cours de notre existence. La paix a son dividende et nous ne devrions pas nous hâter de dire qu'il ne s'agit que d'un trompe-l'oeil. Les dépenses militaires n'ont cessé d'augmenter pendant plus de quarante ans, mais elles ont diminué de trois pour cent par an dans les six dernières années.

Cette notion d'interdépendance est véritablement révolutionnaire : elle exige non seulement un changement de certaines de nos idées mais un véritable changement de mentalité. Un pas bienvenu dans ce sens serait un changement de langage. Le langage n'est pas que simple apparence : il peut nous amener à examiner un nouvel ensemble de relations et de concepts mieux adaptés à l'avenir, ou bien y faire obstacle. Une caractéristique de la mutation de notre monde est que le paysage ou le visage de la planète change dans le même temps où nous tentons de le comprendre et de l'analyser. Une autre caractéristique est que nos concepts et le langage utilisé pour les exprimer sont de plus en plus inadéquats, sinon erronés.

L'interdépendance est un concept qui doit être abordé sous un angle entièrement nouveau pour que nous puissions le **comprendre** dans sa grande complexité. Bien que sachant le **décrire** et l'**expliquer**, sa compréhension nous échappe encore : décrire et expliquer relèvent de la connaissance, et donc de la science. Comprendre relève de l'intelligence, qui est « sympathie » avec l'objet de connaissance. Je crois savoir décrire et expliquer ce qu'interdépendance veut dire mais sa compréhension profonde m'échappe. Je ne comprends pas ce que cette notion recouvre à l'égard de nos théories sociales ou économiques. Je ne comprends pas les frontières du paradigme de l'interdépendance par rapport aux modes de vie et à la relation entre ces comportements et l'écologie physique. Ce que je sais c'est que mon langage courant est inapte à exprimer toutes les implications du paradigme. Des expressions comme « Tiers-Monde » et « Nord-Sud », ou même le terme « pays en développement », suggèrent des catégories homogènes, tandis que nous savons depuis longtemps que toute classification occulte autant qu'elle ne révèle. Et je crois qu'on peut attribuer au terme même de « développement » une signification tellement différente qu'elle réclamerait un nouveau mot plutôt qu'une simple redéfinition.

Ainsi, il nous est offert la chance de reconnaître l'interdépendance de notre monde à la condition que nous soyons capables de changer notre mentalité autant que notre langage.

Une deuxième ouverture est constituée par le fait que **les gens entendent revendiquer de plus en plus le contrôle** de leur propre existence. Ce qui a l'air d'une simple affirmation a pourtant de profondes implications. La rapidité du changement économique et technologique a devancé de loin celle de l'innovation sociale ou même le pouvoir des gouvernements d'être à la hauteur. Cela nous oblige, encore une fois, à repenser ce que nous entendons par « développement ». Pouvons-nous dépasser les simples controverses sur la nécessité de la croissance économique? Pour le plus grand nombre, la croissance n'est pas une option, c'est un impératif. Le coeur du débat n'est pas l'opportunité de la croissance, mais bel et bien de définir qui y participe et quelles en sont les retombées et de savoir si la croissance est ou non durable. Saurons-nous bannir la mentalité qui veut que le développement est « apporté » aux gens? Que l'on définit le développement comme on le veut, il sera autogéré. Il appartient aux gens qui le bâtissent en fonction de ce qu'ils sont. L'animation, l'aide, la création des meilleures conditions - que nous appelons « environnement favorable » - peuvent se révéler nécessaires pour stimuler ou pour catalyser, mais l'initiative appartient en définitive aux gens. Dans le domaine du développement, beaucoup d'acteurs - donateurs et organismes gouvernementaux - l'ont perdu de vue. Dans certains cas, les gens l'ont perdu de vue eux aussi. Nous voulons un environnement propre mais la responsabilité de l'assurer appartient à quelqu'un d'autre.

Il est de plus en plus manifeste que les gens veulent se réapproprier le contrôle de leur propre existence. Cela est dicté, pour partie, par simple nécessité, par l'incapacité croissante de l'État-

nation à répartir les biens sociaux, par réflexe de survie. Mais cela se produit. Mahbub ul Haq, principal architecte du Rapport pour le développement humain du PNUD et homme du Sud, rend brillamment compte des défis qu'une telle réalité pose aux siens :

« Le Sud peut-il accepter que 80 ou 90 pour cent de l'action pour le développement relève de sa responsabilité? Quand finira-t-il de chercher des diversions à ses problèmes internes? Personne n'a contraint, de l'extérieur, le Pakistan, l'Éthiopie et la Somalie à dépenser pour leur défense trois fois plus qu'ils ne consacrent à l'éducation et à la santé. Personne n'a forcé le Cameroun à afficher dans le secteur public des déficits excédant les revenus pétroliers de l'État ou l'Argentine à engloutir dans des entreprises publiques inefficaces de sommes équivalentes au double de son PNB et à celles qu'elle consacre aux services sociaux. Personne n'a dicté non plus au Brésil d'affecter 82 pour cent de son budget de la santé à des hôpitaux urbains ruineux tout en laissant le 18 pour cent restant aux établissements de soins primaires. Le Sud a fait du tort à lui-même. Nous devons regarder cette vérité en face et agir sans délai sur le front intérieur. »

Il existe des exemples d'innovation sociale, de revendications d'autonomie qui incitent à l'optimisme. La situation de l'Afrique, où la quasi-totalité d'un continent est marginalisé, est désespérante. Pourtant, nous assistons en Afrique à une véritable explosion d'organisations non gouvernementales et d'entraide (dont la majorité sont, par ailleurs, créées et gérées par des groupements de femmes). Au CRDI, nous avons été tellement impressionnés par ce fait et par les occasions qu'il offre que nous essayons d'aider à renforcer les liens entre ces groupes afin qu'ils puissent apprendre les uns des autres. Et cela se produit sur des territoires où, jusqu'à tout récemment, les gouvernements étaient hostiles aux organisations de ce type en alléguant qu'elles empiétaient sur le rôle de l'État, seul pourvoyeur de développement.

Ce phénomène n'est aucunement confiné aux régions les plus démunies. Dans le monde industrialisé, et jusque dans notre pays, nous assistons à l'émergence de nouvelles formes de consultation, de collaboration, de discussion afin de résoudre les causes de friction et parvenir à un consensus.

John Evans, ancien président de l'université de Toronto et aujourd'hui président de la société Torstar, a rappelé récemment l'importance du capital social comme moteur du développement et nous incite à redécouvrir les qualités du développement et de l'action communautaires. Il cite des études qui lient fortement le développement économique à la qualité des organisations sociales de la collectivité. Les collectivités ne se civilisent pas parce qu'elles sont riches mais elles s'enrichissent parce qu'elles ont des vertus civiles. Le capital social que forment des réseaux

d'engagements civiques est constitué du temps et du dévouement que les individus y investissent.

Au cours des quarante dernières années, on a prétendu situer le développement dans une neutralité au-dessus des valeurs. Dans les faits, la pierre angulaire de la pensée et de la pratique du développement a été le paradigme socio-économique dominant du Nord industrialisé, exaltant l'individualisme, la technologie, la consommation, la richesse personnelle et négligeant de prendre en compte le tissu social de la communauté. Les valeurs et la culture étaient des facteurs externes que l'on trouvait sur le chemin et avec lesquelles il fallait au besoin composer.

La question des valeurs, de la culture -- en un mot, de la spiritualité humaine - est en voie de devenir une composante du débat sur le développement plus acceptée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été durant les quarante dernières années. Le changement découle dans une grande mesure du sentiment qui prévaut dans nos pays nantis, à savoir que **tout n'a pas marché comme nous le voulions**. La confiance dans **notre** modèle non viable a été ébranlée, et cela a produit... et continue d'entraîner.. une salutaire remise en question de l'échelle des valeurs sous-jacente à notre paradigme dominant. De même, notre foi dans la technologie - trait premier de l'ethos sécularisé de l'Occident - considérée comme panacée et érigée en rempart de notre niveau de vie, chancelle. Ramenés à une certaine humilité, nous sommes plus aptes à reconnaître ce que nous ne savons pas et ce que nous pourrions même avoir besoin d'apprendre des autres.

L'affirmation de ses valeurs et la focalisation du développement présente un potentiel illimité et ouvre de grandes possibilités.

Vous ne serez pas surpris du fait que, venant d'un organisme dont l'action est axée sur le savoir, je voie un **troisième champ de possibilités dans la recherche de l'innovation**. Nous prenons enfin conscience du rôle catalyseur de savoir que jouent l'innovation et une nouvelle approche des réalités. L'innovation crée la soif de savoir. Nous ne sommes pas seulement au centre d'une transformation des processus de production fondée sur la connaissance. Des connaissances plus vastes sont indispensables pour nous permettre de répondre aux conditions qui déterminent la crise. Le besoin de savoir, lié à celui de mieux faire les choses, n'a peut-être jamais été aussi prononcé. La recherche de l'innovation s'accélère et devient évidente tant au niveau microsocial que macrosocial.

Au niveau macrosocial, nous sommes en voie de dépasser le combat idéologique sur les rôles respectifs du marché et de l'État. Un des mythes ayant caractérisé ce combat prétendait que tout soit dévolu aux forces du marché. Mais il suffit d'un simple regard sur l'histoire pour retenir que les qualités d'agressivité, de dynamisme et - pourquoi pas - d'avidité qui font le succès du marché sont aussi la source de ses déconfitures. La lecture de l'histoire nous apprend qu'un État fort est requis en cas de débâcle des marchés ou, mieux encore, pour prévenir la désagrégation encore

plus grave que l'échec entraîne. Quelles que soient les leçons de l'histoire, nous entendons encore s'élever des voix qui clament que le socialisme est mort et que le marché a triomphé. Le capitalisme a montré, comme il l'a fait à d'autres reprises, sa vitalité mais nous devons assurer qu'une telle victoire n'obéit pas à l'envie d'écraser l'adversaire. Si le socialisme a été vaincu en tant qu'idéologie, soyons attentifs à ne pas faire disparaître du même coup tous les objectifs sociaux. Bien sûr, l'efficacité du marché est nécessaire. Néanmoins, les énergies créatrices du capitalisme doivent être tempérées par des objectifs sociaux d'équité et de développement humain.

L'appel à une innovation appropriée au niveau macro-social touche une corde très sensible. Il s'agit d'une invitation à saisir la chance en face d'un péril. À présent, nous sommes incapables de délimiter clairement l'importance d'une innovation adaptée dans ce domaine mais c'est bien dans un équilibre pragmatique d'efficacité et d'équité que se trouve la viabilité des modèles futurs de développement.

Au niveau micro-social, l'innovation technologique a également un rôle à jouer. Sans constituer une panacée, elle sera au moins un catalyseur. Nous savons que la technologie a été un élément essentiel de toute croissance économique rapide. Cela fut le cas des États-Unis au XIX^e siècle, du Japon à l'orée de ce siècle, puis de la Corée du Sud, de Taïwan et de Singapour au cours des dernières années. Des technologies nouvelles ouvrent des possibilités fantastiques. Mais une adaptation continue des technologies, le perfectionnement et l'innovation sont la clé d'une croissance économique plus constante.

Nous sommes également devenus, malheureusement trop tard pour beaucoup, plus attentifs au grand potentiel qu'offre le savoir autochtone, la connaissance menue de certaines plantes, la sagesse découlant d'une vie vécue en harmonie avec des écosystèmes particuliers. Cela dit, nous devrions être sensibles à l'asymétrie des ressources et des possibilités mises en oeuvre en vue de la poursuite de la R-D essentielle. Les dépenses mondiales au titre de la R-D sont estimées à 450 milliards de dollars. Seulement 20 milliards (moins de cinq pour cent) sont dépensés dans les pays en développement.

La recherche de l'innovation s'accroît. Le défi consiste à la stimuler, à capter ces forces constructives et à les intégrer d'une manière pleine, délibérée et stratégique dans la réflexion sur la nouvelle vision du développement, dans un nouveau paradigme susceptible d'arrêter la machine de la crise et de donner un signal d'espérance pour un avenir durable et équitable.

Conclusion. J'ai indiqué qu'en comprenant les tenants et aboutissants d'une redéfinition du « développement », nous devons tenir compte des principales caractéristiques du changement dans le contexte mondial. La portée de ces changements et la mutation que nous vivons peuvent nous amener à parler de mégacrise, sans qu'il ne nous soit permis pour autant d'hésiter dans la

recherche d'une vision renouvelée et souhaitée du développement international : une telle recherche doit au contraire imprégner cette vision et y contribuer. Je suis persuadé que nous pouvons saisir les chances susceptibles de nous aider à réinventer le monde et j'ai suggéré trois pistes de réflexion. Vous penserez sans doute à d'autres. Ces occasions sont passionnantes et doivent nous amener à une participation active en tant que citoyens, intellectuels et êtres humains. Mais les occasions, virtuelles par définition, ne suffisent pas. Nous devons les saisir et les matérialiser afin qu'elles contribuent aux solutions et à la vision nécessaire.

Pour affirmer la notion d'interdépendance, nous avons besoin d'un cadre institutionnel international plus efficace et plus solide que celui d'aujourd'hui. L'ensemble des institutions et des mécanismes dont nous disposons est inadéquat et ne permet pas de faire face aux changements qui sont survenus et, à plus forte raison, à ceux qui nous attendent encore. Cette année, et la prochaine, le débat se déplacera inévitablement sur la réforme du système des Nations Unies, ancien d'un demi-siècle. Voici encore une autre occasion à saisir.

Les gens aspirent à jouer un rôle plus direct au sein des institutions internationales, régionales et nationales, et le réclament. Les ONG joueront un rôle plus important dans la famille des nations Unies, soit directement soit par des voies parallèles mais influentes, comme ce fut déjà le cas à Rio. Les dispositifs de consultation et de consensus seront expérimentés plus avant et on y aura plus fréquemment recours. L'innovation sociale, fondée sur notre capital humain, doit revigorer nos collectivités et nos échanges.

La recherche de l'innovation pose d'énormes défis à des institutions de circulation du savoir comme le Centre de recherches pour le développement international et les universités. Dans le cas du CRDI, nous concevons ces défis en fonction d'une action et de la création de partenariats et réseaux de savoir propres à renforcer la capacité des pays en développement de se prendre en mains. Pour que le savoir devienne facteur de développement, il importe de se l'« approprier » et d'en assumer la propriété, et cela présuppose d'en avoir la capacité. Afin de faciliter un apprentissage réciproque, nous ferons donc de notre mieux pour relier ces efforts à la capacité de recherche qui distingue le Canada.

Le XXI^e siècle peut s'avérer - et je dirais même, il doit être - une époque dans laquelle le savoir humain étaye une nouvelle vision du développement international durable et équitable. Pour conclure, je me permettrai de citer un mot de Barbara Ward, ancien membre du Conseil des gouverneurs du CRDI. Déjà, il y a vingt-cinq ans, elle disait ceci :

« Le défi moral de notre époque n'est rien de moins que l'habileté de notre civilisation à se servir de la technologie d'abondance pour recréer et non pour détruire, la face de la planète. »